



PROTECTION DES ENFANTS CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE



Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, la Belgique a reçu plusieurs recommandations relatives à la protection des enfants contre toutes les formes de violences, notamment les violences éducatives, la maltraitance et la justice adaptée aux mineurs. Ces recommandations, en particulier les recommandations 35.177, 35.178, 35.181 et 35.182, rappelaient les obligations de la Belgique au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), notamment l'article 19 sur le droit à la protection contre toutes les formes de violence et l'article 37 relatif à la justice juvénile.

La Belgique a pris des mesures législatives importantes, telles que le **décret du 23/01/2024 interdisant les violences à l'égard des enfants dans les structures agréées, subventionnées ou organisées par la Communauté française**. Toutefois, certaines pratiques nationales restent en décalage avec les standards internationaux, notamment : le **recours aux violences dites éducatives au sein de la famille, le recours excessif à des mesures sécuritaires ou sanctionnelles pour les enfants en conflit avec la loi, et la limitation des moyens de prévention et de protection des enfants victimes de violences ou de maltraitance** (recommandations 35.177, 35.178 et 35.182).

Contexte national

La Belgique est également **en attente de l'adoption d'une loi contre les violences dites éducatives ordinaires** (VDEO). Cette disposition vise à aligner le droit belge sur les standards internationaux et à interdire explicitement tout recours aux châtiments corporels ou à d'autres formes de violences éducatives au sein de la famille.

En matière de justice applicable aux enfants suspectés, accusés ou condamnés pour un fait qualifié infraction, les législations communautaires et les pratiques montrent une **tendance croissante à la sécurisation et à la sanction, au détriment d'une approche éducative, protectrice et restauratrice** : le recours à la privation de liberté, aux bracelets électroniques ou aux sanctions administratives communales dès 14 ans, le dessaisissement des juges de la jeunesse pour les jeunes de 16 ans et plus. Ces pratiques peuvent compromettre l'intérêt supérieur de l'enfant, son accès à une justice équitable et adaptée, ainsi que sa réinsertion sociale.

En matière protection de l'enfance, le cadre légal et institutionnel repose sur les communautés et régions, ce qui entraîne une diversité de pratiques et une coordination parfois insuffisante entre les autorités. Si la protection des enfants dans les structures éducatives et publiques s'est renforcée, **la prévention et l'accompagnement des enfants victimes de violence ou de maltraitance restent insuffisants**. **L'éloignement de l'enfant de sa famille** n'est pas toujours utilisé comme mesure de dernier recours, et les **placements** ne garantissent pas systématiquement un suivi personnalisé et adapté aux besoins de chaque enfant.

Défis et impacts

Les principaux défis identifiés ont des impacts directs et durables sur les enfants :

- **Violences éducatives et ordinaires** : persistance des châtiments corporels et des pratiques éducatives violentes au sein de la famille, entraînant des atteintes à la sécurité, à la dignité et à l'intégrité psychique et physique de l'enfant.



PROTECTION DES ENFANTS CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE



- **Justice adaptée aux enfants** : recours à des mesures sécuritaires ou privatives de liberté, dessaisissement et sanctions administratives précoces, entraînant un risque de stigmatisation, d'atteinte à la protection judiciaire et de violation des droits fondamentaux.
- **Violence et maltraitance** : insuffisance des moyens de prévention, placement de l'enfant parfois non conforme à l'intérêt supérieur, absence d'accompagnement personnalisé et suivi périodique, ce qui peut exacerber la vulnérabilité et le traumatisme de l'enfant.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer la protection contre les violences dites éducatives et ordinaires, en adoptant sans délai une loi interdisant explicitement tout châtiment corporel ou traitement dégradant dans la famille, et en accompagnant cette mesure par des campagnes de sensibilisation, de formation du personnel éducatif et de soutien aux parents, afin d'assurer la pleine conformité de la Belgique avec les standards internationaux et les recommandations de l'EPU.
- Assurer une justice adaptée aux enfants, en limitant strictement le recours aux mesures sécuritaires et privatives de liberté, en investissant dans des mesures de justice restauratrice et en supprimant toute possibilité de dessaisissement ou d'application des sanctions administratives communales aux mineurs.
- Garantir que l'éloignement de l'enfant de sa famille soit une mesure de dernier recours, sauf si cela va à l'encontre de l'intérêt supérieur de l'enfant, et que tout placement inclue un accompagnement de qualité, adapté aux besoins spécifiques et évalué périodiquement.

Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis
severine.acerbis@ncrk-cnde.be



Contact : Marie D'Haese
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.